

RAPPORT ANNUEL DU REPRESENTANT DU

CONSEIL SUPERIEUR

Ci-après j'ai l'honneur de soumettre au Conseil supérieur des Ecoles européennes mon premier rapport annuel. Comme je n'ai pris mes fonctions que le 1er janvier 1979, l'exercice de mon mandat ne s'est étendu en fait que sur quelques mois. Le présent rapport couvre cependant la totalité de l'année scolaire 1978-1979, y compris la période antérieure à mon entrée en fonction.

A l'occasion de ce premier rapport, je voudrais une nouvelle fois remercier le Conseil supérieur pour la confiance qu'il m'a témoignée en me désignant comme son Représentant. Je m'efforce de remplir ce mandat dans le même esprit que mes prédécesseurs et de contribuer au développement harmonieux des Ecoles européennes et au renforcement du succès qu'elles n'ont cessé de connaître depuis leur création.

Je tiens à rendre un hommage mérité aux trois Représentants du Conseil supérieur qui se sont succédés depuis vingt-cinq ans et en particulier à mon prédécesseur immédiat Monsieur Henri LEVARLET. Pendant plus de huit ans il s'est acquitté de ses fonctions avec compétence et doigté. Pendant cette période les Ecoles européennes ont connu un développement prodigieux, auquel il a apporté une importante contribution personnelle. Je suis heureux de pouvoir affirmer que la succession qu'il me laisse est agréable à recueillir et qu'à l'aube de leur deuxième quart de siècle les Ecoles européennes se portent bien, même si elles connaissent des problèmes comme toutes les institutions, qui croissent, se développent et évoluent.

*

*

*

Au 1er janvier 1979, les effectifs scolaires s'élevaient à 10.500 élèves, ce qui constitue une augmentation de 204 élèves par rapport au 1er janvier 1978. L'augmentation est particulièrement sensible à Bruxelles II, à Luxembourg et bien entendu à Culham. Elle résulte donc surtout du développement des nouvelles Ecoles européennes.

Il convient de remarquer que l'augmentation globale des effectifs résulte de l'accroissement du nombre d'élèves dans le cycle secondaire. A l'école maternelle et dans le cycle primaire, au contraire, la population scolaire est en régression, sauf dans les nouvelles Ecoles et à Luxembourg. Ce phénomène résulte d'une part du vieillissement du cadre du personnel des Communautés européennes dont les membres constituent les parents potentiels des élèves des Ecoles européennes, et d'autre part des tendances démographiques qui se manifestent dans la plupart des pays de la Communauté. Il faut donc s'attendre pour les années à venir à une stabilisation des effectifs des premières Ecoles européennes, à l'exception de l'Ecole de Luxembourg, dont les effectifs croissent à la suite de l'arrivée de nouveaux fonctionnaires européens.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1979

	Maternel	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg	277	984	1.159	2.420
Bruxelles I	102	838	1.604	2.544
Bruxelles II	104	642	478	1.224
Mol	63	319	550	932
Varese	123	623	995	1.741
Karlsruhe	59	387	403	849
Bergen	62	266	310	638
Munich	14	34	13	61
Culham	16	58	17	91
	820	4.151	5.529	10.500

Corps enseignant au 1er janvier 1979

Luxembourg	139
Bruxelles I	186
Bruxelles II	75
Nol	92
Varese	123
Karlsruhe	69
Bergen	52
Munich	7
Culham	8
	<hr/>
	751

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1978, 474 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 423 candidats ont été reçus.

Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 3.342 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

*

*

*

I. NOUVELLES ECOLES EUROPEENNES

a) Ecole européenne de Munich

L'Ecole européenne de Munich, créée en novembre 1977, a connu des débuts très modestes puisqu'elle ne comptait que 17 élèves le jour de son ouverture. Depuis lors la population scolaire a augmenté jusqu'à une soixantaine d'élèves. Il y a donc incontestablement un progrès encourageant, même si les dimensions de la jeune école restent modestes.

Actuellement l'Ecole européenne de Munich, qui lors de son ouverture fonctionnait avec deux sections linguistiques, en compte trois. J'espère que les autres sections verront bientôt le jour de sorte que l'Ecole de Munich devienne une Ecole européenne complète. Il faut cependant préciser que sa croissance dépend finalement du développement de l'Organisation européenne des Brevets et de l'arrivée des fonctionnaires de cette institution.

Même si les effectifs ne croissent que lentement, je reste résolument optimiste pour l'avenir de l'Ecole européenne de Munich. En tout cas une excellente structure a été mise en place, qui constitue une très bonne base pour tous les développements futurs.

b) Ecole européenne de Culham

Conformément à la décision prise par le Conseil supérieur le 17 mars 1978, l'Ecole européenne de Culham a été ouverte en septembre 1978.

Les premiers pas de la nouvelle école furent particulièrement satisfaisants, car plusieurs circonstances favorables entourèrent sa création.

Dès le début, grâce à la générosité du gouvernement britannique, elle disposa de bâtiments confortables et fonctionnels très bien adaptés à ses besoins. On peut dire que c'est la première fois qu'une Ecole européenne ne doit pas s'accommoder de locaux provisoires pour ses débuts.

La plupart des enseignants venaient d'autres Ecoles européennes et apportaient avec eux une expérience particulièrement fructueuse, dont ils firent bénéficier la nouvelle Ecole.

Enfin les élèves étaient présents en nombre relativement important pour un démarrage : 51 élèves en septembre 1978 et déjà 94 en janvier 1979, répartis sur cinq sections linguistiques.

II. PROBLEMES DE LOCAUX

a) Ecole européenne de Luxembourg

Bien que l'Ecole européenne de Luxembourg dispose d'un complexe scolaire moderne et fonctionnel que le gouvernement luxembourgeois a mis à sa disposition il y a quelques années seulement, ses bâtiments sont arrivés à saturation à la suite de l'écroissement considérable de sa population scolaire au cours des dernières années.

Le problème de la construction de locaux supplémentaires se pose de façon urgente, car la Commission a annoncé l'arrivée à Luxembourg d'un nombre important de fonctionnaires supplémentaires. En outre les besoins en locaux croîtront dans un avenir prévisible à cause de l'arrivée de nouveaux Etats-membres. Enfin il est possible que le nombre de fonctionnaires du Parlement européen s'accroisse à la suite des élections du 10 juin.

Etant donné que le problème des bâtiments de l'Ecole européenne de Luxembourg constitue un point particulier de l'ordre du jour du Conseil supérieur, je n'entrerai pas ici dans les détails de la question.

b) Ecoles européennes de Bruxelles

Les besoins des Ecoles européennes de Bruxelles sont loin d'être satisfaits, d'une part parce que l'Ecole de Bruxelles II est encore en plein développement puisque trois classes supérieures doivent encore être créées, d'autre part parce que les pavillons de l'école primaire à Uccle sont dans un état de vétusté tel que leur remplacement devient indispensable.

Le gouvernement belge construit les bâtiments supplémentaires dont les Ecoles européennes de Bruxelles ont besoin selon un programme étalé sur plusieurs années et je tiens à lui exprimer la reconnaissance du Conseil supérieur pour la générosité dont il fait preuve.

A l'Ecole européenne de Bruxelles I les travaux sont engagés pour la construction de nouveaux bâtiments destinés à remplacer une partie des pavillons qui doivent être mis hors d'usage.

A l'Ecole européenne de Bruxelles II la construction de la troisième tranche destinée aux classes supérieures du cycle secondaire est en cours. L'Ecole européenne de Bruxelles II doit absolument pouvoir disposer en septembre 1979 d'une partie des nouveaux locaux, qui comprennent également l'extension de la cantine. J'ai reçu au Ministère des Travaux Publics des assurances à cet égard et j'ai confiance que les bâtiments nécessaires seront prêts. Un problème se pose cependant au sujet de la voirie qui donne accès aux nouveaux locaux. La construction de celle-ci risque d'être retardée à la suite d'un problème d'adjudication. Un tel retard serait particulièrement gênant. Je fais appel à la délégation belge pour qu'elle insiste auprès des autorités compétentes afin que la voirie soit construite sans retard.

* * *

c) Ecole européenne de Varese

L'Ecole européenne de Varese doit faire face à des problèmes particulièrement pressants en matière de locaux, que mon prédécesseur a mis en évidence dans ses deux derniers rapports.

La délégation italienne, que je remercie très vivement, a promis de réaliser d'urgence la construction supplémentaire, dont l'Ecole a un grand besoin. Je serais reconnaissant à la délégation italienne de bien vouloir communiquer lors de la réunion du Conseil supérieur l'état de la question.

* * *

d) Ecole européenne de Mol

Un nouveau bâtiment scolaire est en construction à l'Ecole européenne de Mol pour les classes primaires. Il est déjà occupé partiellement et sera sans doute entièrement achevé en janvier 1980. Une piscine et une salle de gymnastique pour l'école primaire sont également en construction. Lorsque ces travaux seront terminés, l'Ecole européenne de Mol disposera d'un complexe scolaire remarquable pour lequel je tiens à remercier chaleureusement le gouvernement belge.

* * *

e) Ecole européenne de Munich

L'Ecole européenne de Munich est abritée dans des bâtiments provisoires, que les autorités allemandes ont mis à sa disposition en louant une partie de l'immeuble du Lycée français de Munich. Ces locaux suffisent aux modestes besoins actuels de l'Ecole européenne de Munich.

J'ai appris que la construction des bâtiments définitifs doit commencer au début du mois de mai. La cérémonie de la pose officielle de la première pierre est prévue pour la fin du mois de juin ou le début du mois de juillet. L'Ecole européenne de Munich disposera donc en temps voulu des bâtiments dont elle a besoin. Je tiens à remercier très vivement les autorités allemandes qui ont pris les mesures adéquates pour doter l'Ecole européenne de Munich des constructions nécessaires à son développement.

* * *

f) Ecoles européennes de Karlsruhe, de Dergen et de Culham

Aucun problème de locaux ne se pose dans ces écoles.

* * *

c) Protocole additionnel à la convention entre le gouvernement italien et le Conseil supérieur des Ecoles européennes pour le fonctionnement de l'Ecole européenne de Varese conclue à Rome le 5 septembre 1963

Le Protocole additionnel à la convention entre le gouvernement italien et le Conseil supérieur des Ecoles européennes pour le fonctionnement de l'Ecole européenne de Varese conclue à Rome le 5 septembre 1963 a été signé à Paris le 14 mai 1971. Il a été ratifié par l'Italie et a été publié dans le "supplementario ordinario alla Gazzetta Ufficiale" n° 23 du 24 janvier 1979.

* * *

V. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux émoluments (document 1112/1-D-78 du 29 janvier 1979) et aux frais de mission du personnel enseignant (document 1312/1-D-78 du 29 janvier 1979).

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet au 1er juillet 1978 en ce qui concerne les émoluments et au 1er octobre 1978 en ce qui concerne les frais de mission.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives au barème du traitement du Représentant du Conseil supérieur (document 1212/1-D-78 du 29 janvier 1979).

En outre par règlement du 26 juin 1978, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges. Par décision du 21 décembre 1978 le Conseil des Ministres a incorporé le coefficient correcteur dans la grille des traitements pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1973 et au 1er juillet 1973.

	Anciens coefficients (1.7.77)	Coefficients appliqués du 1.1.1973 au 30.6.1973	Coefficients appliqués à partir du 1.7.1973
Belgique	100	102,3	100
République Fédérale d'Allemagne	79,2	79,2	78,3
Italie	130,2	146,4	146,8
Grand-Duché de Luxembourg	100	102,3	100
Pays-Bas	92,7	94,6	92,2
Royaume-Uni	136,5	141,6	144,1

b) Financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg

Au cours de sa réunion de décembre 1971, le Conseil supérieur a décidé d'appliquer pour le financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg les règles qui sont appliquées aux autres Ecoles européennes. Cette décision a eu pour effet d'éliminer pour l'avenir les difficultés que le Représentant du Conseil supérieur a signalées dans son rapport de 1970.

Monsieur LEVARLET a rappelé dans plusieurs rapports qu'il restait encore une légère trace de l'ancien système et que deux Etats-membres avaient encore auprès de l'Ecole européenne de Luxembourg un compte débiteur. Je me réjouis de pouvoir signaler au Conseil supérieur que l'un de ces Etats a régularisé la situation. Je me permets d'insister pour que le dernier Etat-membre qui a encore un compte débiteur verse sans retard le montant qu'il doit et qui n'est d'ailleurs pas très élevé.

c) Rémunération des économes des Ecoles européennes

Le Conseil supérieur a fixé la rémunération des économes au cours de sa réunion des 16 et 17 juin 1965. Il a décidé que ceux-ci seraient rétribués selon le cas suivant le barème des instituteurs de

L'école primaire ou selon le barème des professeurs du degré inférieur de l'école secondaire. J'estime que cette classification n'est plus adaptée à l'importance des responsabilités et du travail des économes. Je voudrais préciser que les économes ne m'ont présenté aucune demande. J'ai pris l'initiative de soumettre la question au Conseil supérieur parce que j'ai le sentiment qu'il y a là un problème qui mérite de retenir l'attention. Je sais que le Conseil supérieur ne peut pas prendre dans ce domaine une décision immédiate, puisque le dossier n'a pas encore été examiné. Mais je voudrais lui proposer de donner au Comité administratif et financier le mandat d'étudier le problème de la rémunération des économes, sur la base d'un document de travail que je me propose de lui soumettre.

* * *

VI. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Réforme de l'école primaire

Le Conseil supérieur a approuvé au cours des dernières années les principes de la réforme de l'école primaire.

Le Comité chargé de la mise en application progressive de la réforme se réunit régulièrement. Il a été présidé pendant de nombreuses années par Monsieur l'Inspecteur Général COSTERS. Cette année Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER lui a succédé. Je voudrais remercier l'un et l'autre pour le travail efficace qu'ils ont accompli ou qu'ils accomplissent.

Le Comité étudie un grand nombre de problèmes parmi lesquels je voudrais signaler le "remedial teaching", les activités d'éveil et la motivation de l'élève.

b) Réforme de l'école secondaire

Le Conseil supérieur a arrêté au cours de ses dernières réunions les principes et les modalités de la réforme des trois premières classes qui doit être appliquée progressivement. La réforme a été introduite en 1ère année secondaire en septembre 1978. Les échos que j'ai eus

à ce sujet sont favorables. Grâce à la bonne volonté générale elle a été mise en vigueur de façon satisfaisante et chacun dans les Ecoles s'est efforcé de contribuer à résoudre les problèmes qui se posent inévitablement.

Le Comité de réforme continue à préparer la réforme des classes supérieures sous la présidence de Monsieur l'Inspecteur Général DETHIER que je tiens à remercier pour les efforts qu'il accomplit en faveur de la réforme.

Etant donné que la réforme figure à l'ordre du jour de la réunion, le Conseil supérieur aura l'occasion d'y revenir lors de la discussion des points B.

c) Réforme du Baccalauréat européen

Comme je l'ai signalé sous IV b) ci-dessus, l'Accord portant modification du Règlement du Baccalauréat européen a été signé le 19 juin 1978. Le nouveau Règlement est entré en application au cours de la présente année scolaire, de même que les dispositions d'application que le Conseil supérieur a approuvées au cours de sa réunion de décembre 1978. Il serait bien entendu prématuré de porter un jugement sur le nouveau Règlement. Mais peut-être sera-t-il possible l'an prochain de dégager quelques premières constatations.

* * *

VII. XXVème ANNIVERSAIRE DE L'ECOLE EUROPEENNE DE LUXEMBOURG

En octobre 1978 a été fêté le XXVème anniversaire des Ecoles européennes, puisque c'est en octobre 1953 que la première Ecole européenne, celle de Luxembourg, a ouvert ses portes. Une cérémonie commémorative a eu lieu à cette occasion, au cours de laquelle ont pris la parole Monsieur Albert VAN HOUTTE, le premier Représentant du Conseil supérieur et Monsieur Henri LEVARLET, le Représentant du Conseil supérieur en fonction en octobre 1978. Le rappel des modestes débuts de l'entreprise a été l'occasion de souligner le succès des Ecoles européennes dont le développement a été prodigieux au cours de ce dernier quart de siècle.

* * *

VIII. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Les Comités de préparation, c'est-à-dire le Comité pédagogique et le Comité administratif et financier, ont poursuivi leur mission dont j'ai pu apprécier l'importance et le volume. Ils jouent un rôle de premier plan dans l'organisation des Ecoles européennes et du Conseil supérieur. A chaque réunion du Conseil supérieur ils sont en mesure de lui soumettre des propositions précises sur des sujets parfois très délicats. Ces comités sont indispensables au bon fonctionnement des Ecoles européennes. Le Conseil supérieur, qui en réunion élargie compte quelque 80 participants, ne serait pas en mesure de prendre des décisions, sans le travail minutieux et constructif des Comités préparatoires.

Il faut constater aussi que le travail des Comités préparatoires est très lourd et qu'ils arrivent difficilement au bout de leurs ordres du jour. Comme mon prédécesseur je voudrais insister à nouveau pour que le Conseil supérieur limite les mandats d'étude aux problèmes essentiels de manière que les Comités puissent consacrer tout le temps voulu à un nombre raisonnable de questions importantes et qu'ils soient en mesure de proposer des solutions dans des délais relativement rapides.

* * *

IX. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le bulletin pédagogique paraît régulièrement. En général cinq numéros sont publiés par année.

En 1978 un Bulletin spécial a paru à l'occasion du 25ème anniversaire des Ecoles européennes, que j'ai évoqué dans le présent rapport. Ce numéro a été diffusé dans les Ecoles européennes et envoyé aux membres du Conseil supérieur.

b) Fonds des Publications

Actuellement et compte tenu des difficultés signalées dans les rapports de M. LEVARLET, le Fonds des Publications ne publie pas de nouveaux manuels, car l'expérience de plus de quinze ans a montré qu'ils ne sont guère employés dans les classes pour des raisons qu'il serait trop long d'évoquer ici.

Le Conseil d'administration du Fond se contente de gérer les livres actuellement disponibles. Ceux-ci devraient être régulièrement utilisés dans les Ecoles européennes afin que le travail et l'argent qui ont été investis dans ces publications ne soient pas perdus.

c) Réunion des Conseils interscolaires

Comme les années précédentes, les conseils interscolaires ont accompli un travail important dans l'intérêt de l'ensemble des Ecoles européennes. Je tiens à les remercier pour la contribution qu'ils apportent dans de nombreux domaines au bon fonctionnement des Ecoles européennes. En préparant de façon efficace le travail du Comité pédagogique, ils jouent ainsi un rôle important dans la mise en oeuvre des réformes. Leurs réunions permettent aussi de renforcer l'adhésion et l'unité des Ecoles européennes et des sections linguistiques.

* * *

Arrivé au terme de mon premier rapport, je tiens à exprimer mes remerciements les plus chaleureux à tous ceux qui, par leurs activités inlassables, contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes et à leur développement. J'ai déjà eu l'occasion de citer les Comités préparatoires et les Conseils interscolaires auxquels j'adresse une nouvelle fois mes plus vifs remerciements. Ma gratitude va aux Directeurs qui veillent quotidiennement à la bonne marche de leurs Ecoles et qui règlent au mieux les nombreux problèmes qui se posent dans la communauté scolaire. Je tiens évidemment à remercier les enseignants eux-mêmes qui constituent les fondements mêmes des Ecoles. C'est de leur travail que dépend la valeur de l'éducation qui est donnée aux élèves de nos Ecoles. Mes remerciements très cordiaux vont aussi aux Associations de parents d'élèves, qui apportent une collaboration appréciée aux Ecoles européennes, tant au sein de chacune d'entre elles que dans le cadre des Comités pédagogiques et des Comités de réforme et du Conseil supérieur. Mes remerciements vont également au Comité du personnel qui cette année comme de coutume a apporté une contribution importante au bon fonctionnement des Ecoles européennes et à leur développement. Et - last but not least - je remercie le Conseil supérieur lui-même qui a la responsabilité du fonctionnement des Ecoles européennes et qui par ses décisions leur permet de se développer et d'adapter leur enseignement à l'évolution de la société.

* * *

M. SCHMIT